

Bujumbura se trouve une consolation après la cuisante défaite à l'OIF

PANA, 02 décembre 2014 - Le Burundi n'a pas tout perdu au récent sommet de la Francophonie à Bujumbura, Burundi - Le Burundi pourra se consoler d'une série d'accords de coopération culturelle et linguistique, après avoir choisi de triompher la candidature de son ancien chef de l'Etat, Pierre Buyoya, au Secrétariat général de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), indique-t-on de source officielle à Bujumbura. Le manque de consensus pour une candidature africaine unique a finalement profité à la Canadienne d'origine haïtienne, Michaëlle Jean, selon le président Pierre Nkurunziza, qui a pris part, dimanche dernier, au 15^{ème} sommet de la Francophonie, à Dakar, au Sénégal.

La Canadienne était en compétition au poste de nouveau Secrétaire général de l'OIF avec des candidats du Burundi, de l'Ile Maurice, du Congo-Brazzaville et de la Guinée équatoriale. Le Burundi peut se consoler de la signature d'un "pacte de partenariat linguistique" avec l'OIF pour les prochaines cinq ans, a indiqué le président Nkurunziza de retour du sommet de Dakar. Ce pacte va permettre au Burundi d'avoir des outils didactiques, comme les livres pour ses écoles et universités ainsi qu'un renforcement des capacités des enseignants, selon la même source. Le président Nkurunziza a, par ailleurs, estimé que le Burundi avait lui aussi quelques services à son actif en matière de promotion de la langue française, jusqu'au-delà de ses frontières nationales. A titre illustratif, le Burundi est battu et obtenu le français figure parmi les langues de travail de la Communauté est-africaine (CEA) de libre échange obédience anglophone. Au niveau interne, le français sert de langue officielle et d'enseignement, au même titre que le Kirundi, la langue maternelle des Burundais. En plus de la désignation d'un nouveau Secrétaire général, le 15^{ème} sommet a abordé d'autres aspects de la vie de la famille francophone, comme la place de l'économie dans cet espace culturel, le rôle de la femme et de la jeunesse en tant que vecteurs potentiels de la paix et du développement, la lutte contre le terrorisme international, les problèmes d'éducation, la santé de la mère et de l'enfant ou encore les questions liées à la protection de l'environnement.